Plateforme de la coordination européenne No Euro No UE

Le 19-01-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Texte de la plateforme

Plusieurs organisations politiques progressistes de pays de l'Union européenne adoptent la plateforme politique suivante pour la sortie de l'euro, de l'Union européenne (UE), de l'Otan et du néolibéralisme.

Les signataires, membres de la coordination européenne, ont pour objectif d'organiser un front international à l'échelle européenne. Ils travaillent à rassembler très largement toutes les forces progressistes et démocratiques qui œuvrent pour la défense des intérêts des classes populaires et moyennes, pour la sortie de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'euro, pour la souveraineté nationale des peuples, pour la démocratie et pour le plein-emploi.

L'austérité partout infligée aux peuples

Dans tous les pays de l'Union européenne, et particulièrement dans la zone euro, de violentes politiques antisociales et anti-démocratiques sont menées avec acharnement par l'Union européenne et les gouvernements qui en sont membres : baisse massive des dépenses publiques sociales, déflation salariale par le blocage des salaires, baisse des cotisations sociales patronales, subventions aux grandes entreprises supposées créer des emplois, privatisations, démantèlement des services publics et de la Sécurité sociale, financiarisation de l'économie et des budgets publics. Le résultat est une accélération exponentielle du chômage de masse et de la précarité, dans le seul but de perpétuer un système qui garantit les profits des oligarchies spéculatrices au détriment de la grande majorité, tout en mettant en péril la survie de la planète.

Les causes

L’origine de cette situation est à rechercher dans les politiques néolibérales menées par l’Union européenne, entièrement verrouillées par le traité de Lisbonne. Ce dernier repose sur tous les dogmes néolibéraux qui ont pourtant fait la démonstration de leur nuisance pour les intérêts des classes populaires et moyennes. Dans la zone euro, les déséquilibres s’aggravent entre pays. L’euro est une arme de destruction massive contre l’emploi et contre la souveraineté nationale des peuples. La monnaie unique sert uniquement à protéger le rendement des capitaux et a facilité l’endettement les économies des pays dits « périphériques »en maintenant de façon permanente et volontaire un taux élevé de chômage.

La « nature » de l’Union européenne

Nous considérons qu’il existe une « *essence* » de cette «*construction* » européenne qui repose sur les valeurs et les intérêts des classes dominantes occidentales : européisme, atlantisme, capitalisme, autoritarisme. Un tel système ne peut pas changer d’essence, il ne peut pas s’améliorer de l’intérieur. L’Union européenne est, en effet, un système sophistiqué qui cherche à construire une civilisation par le marché. L’Union européenne est un monstrueux système de domination et d’aliénation des peuples dont il faut s’émanciper. Il faut donc le démanteler et bâtir quelque chose de radicalement nouveau : une coopération des peuples de l’Europe et des deux rives de la Méditerranée.

Dissolution de la souveraineté des peuples

L’Union européenne est une pièce maîtresse de l’ordre néolibéral mondial, avec ses firmes multinationales géantes et ses institutions supranationales (OMC, FMI, Banque mondiale, OTAN, UE, OCDE).

Ce système possède une caractéristique principale : agir avec persévérance pour dissoudre la souveraineté des peuples à l’échelle des nations. C’est, en effet, le meilleur moyen de laisser se développer sans limites la domination du grand capital comme en témoigne les divers traités comme le CETA et le TAFTA. Détruire la souveraineté des nations est la condition indispensable pour les classes dominantes afin qu’il devienne impossible de refuser les «*réformes* » néolibérales.

Mise à mort des nations et de la démocratie

Il ne peut pas exister de souveraineté populaire sans souveraineté nationale. Historiquement les nations constituent le cadre dans lequel les classes populaires se sont battues pour leurs droits politiques et sociaux et où le peuple exerce sa souveraineté politique. Par conséquent, faire disparaître la nation c’est faire disparaître la démocratie. C’est supprimer la capacité d’action des peuples à décider de leur avenir.

Le soutien de l’Union européenne au régime fascisant de Kiev et la violente campagne antirusse témoignent de l’alignement total du système de Bruxelles sur l’OTAN et l’impérialisme américain.

La grande majorité de la « gauche » politique et syndicale, comme celle de droite, ont choisi la mondialisation néolibérale

Des années d’exercice du pouvoir par les partis socialistes, travaillistes ou sociaux-démocrates, en alternance avec la droite, dans plusieurs pays de l’Union européenne, permettent désormais de

dresser leur bilan : il est parfaitement accablant comme on a pu le voir en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France, au Royaume-Uni... Ces partis sont désormais ouvertement néolibéraux, ils n'essayent même plus de faire semblant de vouloir défendre les classes populaires. Ils préparent partout le terrain pour des gouvernements de grande coalition à l'allemande (un gouvernement réunissant gauche et droite, une dictature parlementaire), comme l'Union européenne l'a déjà fait mettre en œuvre en Grèce, en Espagne, au Portugal ou en Italie.

Si le clivage opposant les classes dominantes aux classes populaires s'avive d'année en année, celui entre la gauche et la droite devient de plus en plus flou.

Contre toute idée chauvine et fasciste de la nation

Rien d'essentiel ne sépare la « gauche » politique et syndicale de la droite dans de nombreux pays. Ces partis et organisations ont créé le contexte politique qui construit et amplifie la progression de l'extrême droite porteuse d'une définition essentiellement ethnoculturelle de la nation. Tous les partis qui ont abandonné le concept de nation et de souveraineté ont détruit les conditions même d'existence de la politique et de la démocratie. Ils font le lit de l'extrême droite xénophobe, chauvine et hostile aux syndicats et à toutes les organisations qui défendent collectivement les intérêts des classes populaires.

Car loin d'être antisystème, comme elle le prétend, l'extrême droite est un agent indirect au service du système et des classes dominantes.

Souveraineté nationale et populaire et visée internationaliste

A l'opposé de la gauche passée dans le camp néolibéral et à l'extrême droite nauséabonde, agent objectif des classes dirigeantes qui s'est approprié un discours jadis appartenant à la gauche, nous voulons reconstruire une pensée, une pratique et un programme favorables aux intérêts des classes populaires et des classes moyennes, au sein de chaque pays de l'Union européenne, dans le respect de leur souveraineté tout en articulant une vision internationaliste fondée sur l'équilibre des échanges et la coopération.

Le cœur de notre stratégie est de revendiquer et d'assumer la nécessité de la souveraineté nationale pour chaque pays où les peuples disposent des moyens juridiques et institutionnels pour décider et mettre en œuvre ce qu'ils estiment correspondre à l'intérêt général.

Les éléments clé de ce projet émancipateur sont :

- La sortie des institutions supranationales qui maintiennent l'ordre néolibéral mondial : OTAN, FMI, Banque mondiale, OMC, Union européenne et euro.
- La suppression rapide et totale du chômage et de la précarité.
- Des plans de réindustrialisation et de nationalisation des grands secteurs stratégiques de l'industrie et des services.
- Le démantèlement des marchés financiers à l'échelle des nations.
- L'annulation et la répudiation de la dette publique.
- Des mesures protectionnistes nationales dans le cadre universaliste de la charte de La Havane de 1948.
- Une mutation écologique du mode de production.

Nous appelons cela la démondialisation.

Le Brexit a ouvert une brèche dans le système eurolibéral

Après les « Non » français et néerlandais de 2005, le « Non » irlandais de 2008, le peuple grec a dit « Non » en juillet 2015… Mais la volonté de tous ces peuples a été bafouée.

Le 23 juin 2016, avec la victoire du Brexit, les Britanniques ont clairement exprimé leur choix de sortir de l'UE. Cette victoire est un coup porté au système de l'Union européenne.

La défaite subie par les oligarchies européistes au référendum du 4 décembre 2016 en Italie est tout aussi importante. En défendant leur Constitution républicaine, 60% des citoyens italiens, principalement les jeunes et les travailleurs, ont dit non aux politiques d'austérité néolibérales, non à un régime présidentiel, non à tout nouvel abandon de souveraineté.

Certes, pour l'instant, les forces politiques qui pourraient exercer une influence pour permettre un recul des politiques néolibérales sont encore insuffisantes.

Néanmoins, les conditions sont créées pour qu'une évolution du rapport de forces aboutisse à des changements majeurs, situation impossible dans le cadre de l'Union européenne.

Les classes dominées de chaque pays de l'UE peuvent se saisir de cette situation politique inédite pour renforcer le combat afin de restaurer leur souveraineté nationale et populaire et démanteler l'UE. Des conditions indispensables pour sortir de l'austérité et reconquérir le pouvoir de définir des politiques de justice sociale et de coopération internationale, par et pour les peuples.

Les organisations signataires de cette plateforme déclarent prendre des initiatives dans leur pays respectif pour créer les conditions de la création d'un front international et mener des initiatives communes et coordonnées.

Premiers signataires :

- Parti de la démondialisation (Pardem) - France
- Plataforma por la salida del euro - Espagne
- Socialismo 21 - Espagne
- Programma 101 – Movimento di Liberazione Popolare - Italie
- Personenkomitee Euroexit gegen Sozialabbau - Autriche
- EPAM - Grèce : *"La sortie de l'OTAN ne fait pas partie des impératifs actuels de l'EPAM. Malgré les discussions sur la nécessité du démantèlement de l'OTAN, qui ont déjà eu lieu au sein du bureau politique, pour le moment, rien n'a été explicitement adopté au niveau des objectifs immédiats du parti. La sortie de l'UE et de la zone euro étant prioritaires pour le sauvetage de la Grèce dans l'immédiat, la question de l'OTAN sera examinée par le parti dans un deuxième temps".*

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire